



**BOUCHES-DU-
RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°13-2021-221

PUBLIÉ LE 13 AOÛT 2021

Sommaire

Préfecture des Bouches-du-Rhone / Cabinet

13-2021-08-13-00001 - arrêté préfectoral n°298 du 13 août 2021 portant prescription des mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département des Bouches-du-Rhône (6 pages)

Page 3

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-08-13-00001

arrêté préfectoral n°298 du 13 août 2021 portant
prescription des mesures nécessaires pour faire
face à l'épidémie de Covid-19 dans le
département des Bouches-du-Rhône

**Arrêté n° 0298 du 13 août 2021
portant prescription des mesures nécessaires pour faire face à
l'épidémie de Covid-19 dans le département des Bouches-du-Rhône**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code pénal ;

VU la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 45 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Christophe MIRMAND en qualité de préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé PACA du 10 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT que face à l'évolution de la situation sanitaire, la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de sortie de crise sanitaire autorise le Gouvernement à prescrire de nouvelles mesures générales nécessaires par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 ;

que le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021, habilite le préfet à prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à la propagation de l'épidémie de covid-19 ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié susvisé, « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article 47-1 du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié susvisé, « Les documents mentionnés au I doivent être présentés pour l'accès des clients [...] aux magasins de vente et centres commerciaux, relevant du type M mentionné par le règlement pris en application de l'article R. 143-12 du code de la construction et de l'habitation, comportant un ou plusieurs bâtiments dont la surface commerciale utile cumulée calculée est supérieure ou égale à vingt mille mètres carrés, sur décision motivée du représentant de l'État dans le département, lorsque leurs caractéristiques et la gravité des risques de contamination le justifient et dans des conditions garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ainsi, le cas échéant, qu'aux moyens de transport » ;

CONSIDÉRANT que, selon les données disponibles auprès de Santé publique France, la situation sanitaire du département est en dégradation ; que désormais d'après les derniers bilans de Santé publique France, le taux d'incidence est de 673/100 000 habitants dans le département ; que la circulation du virus est toujours active et concerne l'ensemble des territoires des intercommunalités des Bouches-du-Rhône ; que la circulation du variant « delta », beaucoup plus contagieux que les différentes formes de virus en circulation, s'intensifie ;

CONSIDÉRANT que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ; que le port du masque en extérieur peut être levé sauf dans les situations à forte densité de personnes, lorsque la distance inter-individuelle ne peut être respectée et lorsque les temps de contact prolongé sont probables ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Sur proposition de la directrice de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dans le département des Bouches-du-Rhône, le contrôle d'un « passe sanitaire » valide est imposé aux personnes souhaitant avoir accès aux magasins de vente et centres commerciaux, comportant un ou plusieurs bâtiments dont la surface commerciale utile cumulée est supérieure ou égale à vingt mille mètres carrés (liste en annexe).

Article 2 : Le port du masque est obligatoire dans tout le département, dans les espaces extérieurs ouverts au public où sont constatées de fortes densités de population, à l'exception des plages, espaces naturels, parcs et jardins.

Il est également obligatoire dans les conditions et pour les activités suivantes :

- dans tous les établissements et événements soumis à la présentation d'un « passe sanitaire » ;
- sur les marchés de plein-air alimentaires et non-alimentaires, les brocantes et vide-greniers, foires et fêtes foraines, et les ventes au déballage ;
- pour tout événement générant un rassemblement important de population sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public ;
- aux abords des crèches, des établissements scolaires et établissements d'enseignement supérieur, dans un rayon de 50 mètres aux alentours, aux heures de fréquentation liées à l'entrée et à la sortie des élèves et des étudiants ;
- dans les espaces d'attente des transports en commun terrestres, maritimes et aériens (abris bus, aérogares, quais des gares, quais des voies de tramways ...) ;
- aux abords des centres commerciaux dans un rayon de 50 mètres ; aux abords des lieux de culte dans un rayon de 50 mètres aux heures d'entrée et de sortie des offices ;
- au sein des espaces et des files d'attente à l'extérieur des établissements recevant du public ;

Cette obligation de port du masque s'applique à toute personne de plus de onze ans et ne concerne pas :

- les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;
- les personnes pratiquant une activité sportive ;
- les usagers de deux roues.

Article 3 : La consommation d'alcool sur la voie publique est interdite dans l'ensemble des communes du département.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°277 du 27 juillet 2021 est abrogé.

Article 5 : Le présent arrêté est applicable à compter du lundi 16 août 2021 jusqu'au 15 septembre 2021 inclus.

Article 6 : Les polices municipales sont habilitées à relever toute infraction au présent arrêté.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa publication, par le moyen télé-recours citoyen.

Article 9 : La préfète de police des Bouches-du-Rhône, le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les sous-préfets des arrondissements d'Aix-en-Provence et d'Istres, la sous-préfète de l'arrondissement d'Arles, la directrice départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, le général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise au directeur général de l'agence régionale de santé PACA et aux procureurs de la République près les tribunaux de Marseille, Aix-en-Provence et Tarascon.

Pour le préfet,
la préfète déléguée pour l'égalité des chances,

SIGNE

Marie AUBERT

ANNEXE

Ville	ERP
Aix-en-Provence	Carrefour la Pioline
Aix-en-Provence	Casino Jas de Bouffan
Aubagne	Centre commercial Auchan Barnéoud
Marseille	Terrasses du Port
Marseille	Centre commercial Grand Littoral
Marseille	Centre commercial La Valentine (centre La Valentine et la Galerie Géant)
Marseille	Centre commercial Centre Bourse
Marseille	Auchan St Loup
Marseille	Leclerc Sormiou
Marseille	Ikéa La Valentine
Marseille	Centre commercial Prado
Martigues	Centre commercial Auchan
Miramas	Mc ArthurGlen Provence
Plan-de-Campagne	Avant Cap
Plan-de-Campagne	Centre commercial Géant Barnéoud
Vitrolles	Carrefour Grand Vitrolles
Vitrolles	Ikéa

Marseille, le 10 août 2021

Délégation Départementale des Bouches-du-Rhône

Le Directeur Général

à

Affaire suivie par : Isabelle Wawrzynkowski

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône

Tél. : 04.13.55.81.30

2 Boulevard Paul Peytral

Mail : isabelle.wawrzynkowski@ars.sante.fr

Réf : DD13-0821-14444-D

13006 MARSEILLE

PJ :

Objet : Epidémie SARS-Cov-2 - Avis sanitaire sur la situation épidémiologique et sanitaire des Bouches-du-Rhône

La situation sanitaire du département demeure préoccupante et continue à se dégrader.

L'analyse de la situation épidémiologique sur le département des Bouches-du-Rhône concernant la semaine 31 (du 2 au 8 août 2021) met en exergue une nette hausse du taux d'incidence tous âges. Les taux de positivité tous âges sont également en hausse pour la semaine 31. Ces taux évoluent dans toutes les classes d'âge, sauf chez les 20-40 ans où ils restent stables.

À l'échelle départementale :

- le taux d'incidence atteint en S31 673 vs 604 pour 100 000 habitants en S30. Il s'agit de la valeur la plus élevée jamais relevée depuis le début de la surveillance. Ce taux augmente dans toutes les classes d'âge sauf chez les 20-40 ans où il est stable mais où il reste très élevé (1 254 cas pour 100 000 habitants) ;
- le taux de positivité tous âges est de 6,4 % vs 5,9 % en S30. Il augmente dans toutes les classes d'âge sauf chez les 20-40 ans où il est stable (6,1 %) ;
- les taux de positivité sont compris entre 3,7 % chez les 80 ans et plus et 8,4 % chez les moins de 20 ans ;
- à la date du 9 août, le taux d'occupation des lits de réanimation atteint 89,7 %, le nombre de patients hospitalisés en réanimation étant de 130, soit plus 45 % par rapport à la semaine précédente ;
- le taux de pression (ratio patient COVID/capacités initiales) est de 49,8 % ;



- la file active en hospitalisation conventionnelle est également en nette augmentation et atteint 332 patients à la date du 9 août, soit 113 patients de plus au cours de la semaine.

Au niveau infra départemental, les taux d'incidence et de positivité sont toujours en hausse dans tous les EPCI, traduisant une circulation diffuse du virus. Les indicateurs SIDEP de la métropole (taux d'incidence de 679/100 000 et taux de positivité de 6,3 %) sont comparables à ceux du département.

Sur la commune de Marseille, on note une augmentation du taux d'incidence en S31 dans tous les arrondissements sauf dans les 1er, 5ème, 7ème et 8ème arrondissements. Les taux dépassent les 500 cas pour 100 000 habitants dans tous les arrondissements et même les 1 000 cas pour 100 000 habitants dans le 3ème, 15ème et 16ème arrondissements.

Dans le département, la part de variants présentant la mutation L452R est majoritaire (98%).

Au regard de la situation sanitaire dans le département des Bouches-du-Rhône, il apparaît pertinent de renforcer les actions de prévention et de lutte concourant au ralentissement de l'épidémie.

Pour le Directeur Général de l'ARS PACA
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint
SIGNÉ
Sébastien DEBEAUMONT